

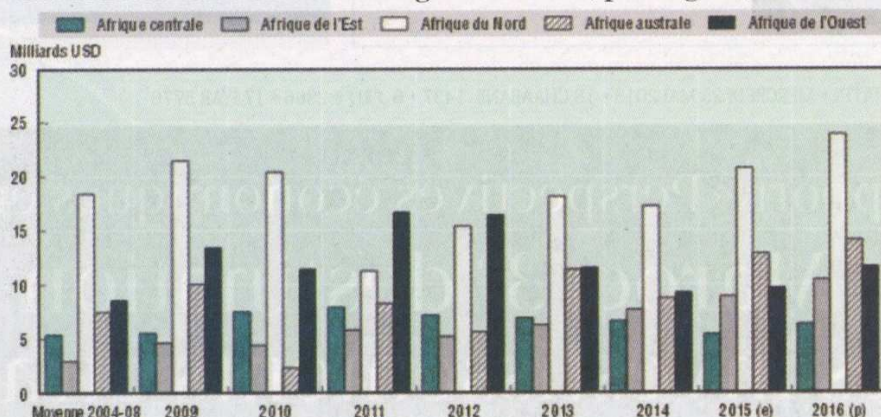
Le Maroc, 3^e destination des investissements directs étrangers

Avec 4,2 milliards de dollars, le Maroc est le troisième récipiendaire des investissements directs étrangers en 2015, derrière l'Égypte qui a drainé 10,2 milliards et le Mozambique 4,7 milliards. Grâce à l'Égypte, les apports en faveur de l'Afrique du Nord ont totalisé 20,7 milliards de dollars, soit 20% de plus en une année contre 16% pour la moyenne du continent.

Le Maroc a été la troisième destination africaine des investissements directs étrangers (IDE) en 2015. Avec 4,2 milliards de dollars, le pays se positionne derrière l'Égypte (10,2 milliards de dollars) et le Mozambique (4,7 milliards), selon le rapport «Perspectives économiques en Afrique» (PEA) publié le 23 mai à l'occasion des 51^{es} Assemblées générales annuelles du Groupe de la Banque africaine de développement (BAD). D'après ce rapport-fruit d'un travail de la BAD en collaboration avec le Centre de développement de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) et le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) – les investissements étrangers en Afrique auraient augmenté de 16% en 2015, à 57,5 milliards de dollars (le rapport se base notamment sur données du Fonds monétaire international – FMI). Outre l'Égypte, le Mozambique et le Maroc, les IDE ont essentiellement profité à l'Afrique du Sud (3,6 milliards), au Ghana (2,5 milliards), à la République démocratique du Congo (2,5 milliards), à la Zambie (2,4 milliards), à la Tanzanie (2,3 milliards), à l'Éthiopie (2,1 milliards), à la Guinée (1,9 milliard) et au Kenya (1,9 milliard).

Par région, l'Afrique du Nord est le premier récipiendaire. «Les apports en faveur de l'Afrique du Nord ont renoué

Investissements directs étrangers entrants, par région, 2004-2016



Source : Rapport «Perspectives économiques en Afrique»

avec leur tendance ascendante, progressant de 20% entre 2014 et 2015, de 17,2 à 20,7 milliards de dollars», souligne le rapport. Selon ce dernier, sans l'Égypte, les investissements en Afrique du Nord auraient fondu, mais ce pays a bénéficié d'une hausse des apports entre 2014 et 2015, de 5,5 à 10,2 milliards de dollars, grâce notamment aux «investisseurs des Émirats arabes unis (EAU) qui ont joué un rôle important dans le redressement de l'économie égyptienne». En revanche, ajoute le document, les IDE en faveur du Maroc sont passés de 4,7 milliards en 2014 à 4,2 milliards en 2015. «Le pays reste cependant la troisième destination des IDE en Afrique. Les entreprises européennes arrivent en tête, le Royaume pouvant compter sur ses liens historiques et sa proximité territoriale avec les pays d'Europe de l'Ouest, tandis que les investisseurs plébiscitent une politique proactive en matière d'IDE et le niveau de qualification de la main-d'œuvre pour des salaires inférieurs à ceux pratiqués en Europe», est-il souligné. Concernant la Tunisie, «les turbulences économiques et politiques qui secouent le pays depuis 2009 ont singulièrement tari le flux d'IDE, en recul de

plus de 40% depuis 2012, à 1,1 milliard en 2015».

S'agissant des autres régions, l'Afrique australe a bénéficié de 12,9 milliards de dollars d'IDE en 2015, contre 8,7 milliards de 2014 et 11,4 milliards de 2013. En Afrique de l'Ouest, les investissements sont ressortis à 9,7 milliards de dollars, contre 9,3 en 2014. Au niveau de l'Afrique de l'Est, les IDE sont sur une trajectoire haussière depuis 2010, atteignant 8,9 milliards de dollars en 2015, contre 7,7 milliards en 2014, soit une augmentation de 16%. L'Afrique centrale, elle, a moins attiré d'IDE en 2015, avec 5,4 milliards de dollars, contre 6,6 milliards en 2014.

Le rapport révèle, en outre, que les pays de l'Union européenne (UE) et les États-Unis restent les premières sources d'investissement en Afrique, mais les économies émergentes jouent un rôle vital également. En 2015, la part des États-Unis ressortait à 9,7%, contre 37,4% pour l'UE. Bahreïn, la Chine, l'Inde, le Qatar, l'Afrique du Sud et les EAU sont les premiers investisseurs émergents en Afrique. Les investisseurs du Moyen-Orient ont injecté plus de 100 milliards de dollars en dix ans. ■

Moncef Ben Hayoun